

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article383>



Formidable nouvelle !

Londres est prêt à oeuvrer à un désarmement nucléaire total

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : samedi 26 janvier 2008

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Après les prises de position en 2006 et en juillet 2007 de Margaret Beckett, alors ministre des Affaires étrangères de Tony Blair (mais aujourd'hui sans responsabilité gouvernementale) en faveur de l'abolition des armes nucléaires, puis en octobre dernier celle du Premier ministre écossais Alex Salmond, annonçant qu'il souhaitait libérer l'Ecosse des sous-marins nucléaires de la base de Faslane et par la même occasion le Royaume-Uni de toutes ses armes nucléaires, cette prise de position du chef du gouvernement britannique est une formidable nouvelle.

La Grande-Bretagne sera donc le premier des "Cinq cavaliers de l'Apocalypse" (selon une formule de Michel Rocard en 1987) à répondre à [l'appel lancé à Genève par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon](#), et à ouvrir la voie à l'abolition des armes nucléaires !

La France va-t-elle lui emboîter le pas, ou sera-t-elle le dernier des Etats nucléaires signataires du TNP à le faire ? Succédant au Premier ministre britannique, le président de la République française est allé quant à lui en Inde pour tenter d'y vendre des centrales nucléaires et du combustible "civil" qui permettront à l'Inde de conserver son arsenal nucléaire illicite et de l'accroître en réservant l'uranium indigène à des emplois militaires !

Et partout, Nicolas Sarkozy cherche à diffuser le nucléaire civil, dont Gordon Brown dit fort justement qu'il porte en lui "un risque accru de prolifération nucléaire à des fins militaires". Il l'offre en premier lieu aux pays musulmans comme l'Algérie ou l'Egypte - mais aussi la Libye, le Maroc, l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis, Abu Dhabi... autant de pays qui ne figuraient pas sur la liste de 44 pays désignés par le Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires comme ayant les capacités techniques de développer un armement nucléaire. Sous la houlette d'un ami d'AREVA, la France s'efforce donc de les leur donner...

C'est au même homme que les Français ont confié le bouton atomique. A la veille du premier tour de l'élection présidentielle, dans une [lettre à ACDN](#) que nous avons aussitôt publiée et commentée mais que les médias ignorèrent complètement, Nicolas Sarkozy avait annoncé qu'il n'hésiterait pas à se servir de ce bouton. Aujourd'hui, saura-t-il y renoncer, à temps et de son propre chef, pour amener les autres chefs d'Etats nucléaires, actuels ou virtuels, officiels ou officieux, à y renoncer, eux aussi ?

[LE MONDE](#) "

Lors de sa récente visite en Inde, le premier ministre britannique, Gordon Brown, a abordé la question du nucléaire civil et militaire. Précédant de quelques jours Nicolas Sarkozy, il a déclaré, le lundi 21 janvier, devant la Chambre de commerce de Delhi que son pays sera "à l'avant-garde de la campagne internationale pour accélérer le désarmement parmi les pays possesseurs (de l'arme nucléaire), pour prévenir la prolifération à de nouveaux Etats et, en dernier ressort, pour parvenir à un monde libéré des armes nucléaires". La Grande-Bretagne est prête à mettre son expertise au service d'une "véritable" élimination des têtes nucléaires, a-t-il ajouté.

Une telle démarche, extrêmement rare de la part du chef de gouvernement d'un pays possédant l'arme nucléaire, s'inscrit dans la perspective de la prochaine conférence de révision du traité de non-prolifération (TNP) qui doit avoir lieu en 2010. Ce traité, datant de 1968, interdit théoriquement la possession de l'arme nucléaire aux pays qui ne la possédaient pas à l'époque. Il enjoignait, en contrepartie, aux cinq puissances nucléaires (les Etats-Unis, l'URSS, la

Londres est prêt à oeuvrer à un désarmement nucléaire total

Chine, la Grande-Bretagne et la France) de progresser vers un désarmement total. Si des accords de limitation ont été passés entre Washington et Moscou - les détenteurs des plus importants arsenaux -, l'objectif de la disparition des armes nucléaires n'a jamais été sérieusement envisagé.

"LA COURSE EST TERMINÉE"

C'est un des arguments avancés par les Etats qui ne respectent pas le TNP, soit qu'ils ne l'ont pas signé, soit qu'ils n'en respectent pas les principes. En annonçant que Londres est décidé à remplir la totalité de ses engagements, M. Brown veut *"envoyer un signal fort à tous les membres de la communauté internationale : la course vers la constitution de stocks toujours plus nombreux et plus vastes de moyens nucléaires de destruction est terminée"*.

Le premier ministre a aussi attiré l'attention sur le fait que l'intérêt croissant pour le nucléaire civil dans un nombre d'Etats de plus en plus grand porte en lui-même *"un risque accru de prolifération nucléaire à des fins militaires"*. Pour lui, la mise à la disposition de ces pays de la technologie nucléaire civile - y compris l'enrichissement de l'uranium - doit être conditionnée à *"l'engagement ferme"* de ces pays à respecter les normes les plus strictes de non-prolifération militaire, sous la surveillance renforcée de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Daniel Vernet

Article paru dans l'édition du 27.01.08.
